

EDF, pilier de la Bourse de Paris, quitte l'indice CAC 40

http://www.lemonde.fr/economie-francaise/article/2015/12/07/edf-pilier-de-la-bourse-de-paris-quitte-l-indice-cac-40_4826630_1656968.html

Le Monde.fr | 07.12.2015 à 20h29 • Mis à jour le 08.12.2015 à 12h41 | Par **Jean-Michel Bezat**

Abonnez vous à partir de 1 € Réagir Classer

Partager (1 230) [Twitter](#)

La rumeur courait depuis plusieurs semaines, c'est désormais chose faite : EDF va être exclu du CAC 40. Après s'être réuni dans le plus grand secret, lundi 7 décembre, le conseil scientifique des indices, structure indépendante d'Euronext, a annoncé que le premier électricien mondial ne ferait plus partie de l'indice phare de la place de Paris à partir du 21 décembre.

Lire aussi : Bourse : après la sortie d'EDF, comment sont choisis les entrants du CAC 40

Dix ans après son entrée en Bourse, le 21 novembre 2005, et au terme d'un parcours boursier chaotique, EDF va céder sa place à la foncière Klépierre, dont la capitalisation n'est pourtant que de 13,2 milliards, contre 24,7 milliards pour EDF. La dernière « révolution » dans le CAC 40 était intervenue en mars, quand PSA Peugeot Citroën avait remplacé le spécialiste français de la sécurité numérique Gemalto.

C'est un coup très dur pour Jean-Bernard Lévy, arrivé il y a tout juste un an à la présidence d'EDF. La réaction de ses dirigeants a été lapidaire. Dans un communiqué, ils rappellent que l'entreprise reste « la 22^e capitalisation boursière en France », mais qu'elle ne dispose « que d'un flottant limité à 15 %, ce qui explique la décision d'Euronext ».

Un poids lourd de l'économie

Pour autant, ajoute la direction d'EDF, « le groupe, présent dans le quotidien de 25 millions de Français, est un atout majeur pour l'économie du pays et un énergéticien de référence en Europe ». EDF est un poids lourd de l'économie, avec ses 160 000 salariés et ses 72,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2014. Il représente aussi un tiers du portefeuille que l'Etat détient dans les entreprises cotées.

De toutes les grandes utilities européennes, EDF est également celle qui émet le moins de dioxyde de carbone (CO₂), en raison de l'importance de son

parc [nucléaire](#) (73 réacteurs en France et au Royaume uni). Un argument que le groupe martèle depuis plusieurs jours alors que Le Bourget (Seine-[Saint-Denis](#)) accueille jusqu'au 11 décembre la 21^e conférence mondiale sur le [climat](#) (COP21).

Les experts d'Euronext n'ont pas tenu compte de ces dimensions, ni de ce [contexte](#). Leurs décisions sont de plus en plus techniques. L'Etat étant actionnaire à 84,5 % d'EDF, ont-ils fait [valoir](#), la part des titres négociables au jour le jour n'est que de 15 %, ce qui représente moins de 4 milliards d'euros de capitalisation. Le volume des transactions est faible, sans commune mesure avec les poids lourds de l'indice comme [Sanofi](#), [Total](#), ou L'[Oréal](#).

L'action ne vaut plus que 13 euros

De plus, le cours de Bourse d'EDF n'est plus ce qu'il était. Après que l'électricien est devenu en 2007 la première capitalisation française (avec 157 milliards d'euros) et la deuxième en Europe derrière l'anglo-néerlandais Royal Dutch Shell, le [titre](#) n'a cessé de [dégringoler](#), malgré quelques rémissions. Introduite à 32 euros en novembre 2005, l'action ne vaut plus que 13 euros. Mardi, à la mi-journée, il reculait de 2,5 %.

Avec un résultat net de 3,7 milliards d'euros et un excédent brut d'exploitation (Ebitda) de 17,3 milliards en 2014, EDF n'est pourtant pas en difficulté. Mais les marchés ont de nombreux sujets d'inquiétudes sur l'avenir d'un groupe très endetté (37,5 milliards d'euros fin juin). Dans les quinze ans à [venir](#), il va [devoir investir](#) massivement dans son parc de centrales nucléaires en France (50 milliards d'euros sur dix ans), les réacteurs de troisième génération au Royaume uni (16 milliards d'euros pour deux EPR), les réseaux de [transport](#) ou de distribution d'électricité et les énergies renouvelables, dont M. Lévy veut [doubler](#) les capacités en Europe à l'horizon 2030. Sans [oublier](#) le rachat en 2016 d'[Areva NP](#), la filiale du groupe nucléaire qui fabrique les réacteurs, un marché de plus en plus difficile.

Concurrence exacerbée

Par ailleurs, la concurrence s'exacerbe dans un marché où les prix de gros de l'électricité sont tombés à des niveaux très bas. Le groupe vend son électricité 38 euros le mégawattheure, ce qui est « *très en dessous de son prix de revient de 55 euros* » (fonctionnement et maintenance), indiquait récemment au *Monde* le directeur financier d'EDF, Thomas Piquemal.

En face, l'Etat actionnaire est incapable d'assurer au groupe une visibilité financière sur les tarifs de vente de courant aux particuliers. Fin 2012, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, s'était engagé sur des hausses de 5 % en 2013, 2014 et 2015. Nommée ministre de l'énergie quelques mois plus tard, Ségolène Royal était revenue sur cet engagement, en octroyant des augmentations plus modestes, au nom de la [défense](#) du [pouvoir](#) d'achat.

Les investisseurs et les analystes financiers estiment que l'ancien opérateur historique pâtit d'une « *décote [politique](#)* ». L'Etat peut [arbitrer](#) en faveur des clients, au détriment de l'entreprise, notamment quand il s'agit d'augmenter les tarifs. « *Nous avons besoin d'actionnaires qui ne pensent qu'en actionnaires* », juge M. Piquemal. En 2013, rappelle-t-il, « *l'annonce d'un accord avec l'Etat, qui a reconnu qu'il devait à EDF 5,1 milliards au titre de la CSPE [contribution au service public de l'électricité], a lancé un mouvement de forte appréciation de l'action, qui a pris 83 % dans l'année* ».

Chez EDF, on rappelle aussi que la catastrophe de [Fukushima](#), en mars 2011, a envoyé « *un signal très négatif sur l'avenir du nucléaire* ». Mais ses dirigeants

reconnaissent une part de responsabilité de l'entreprise dans la situation actuelle, à cause « des difficultés à *livrer* les grands projets, notamment Flamanville 3 ». L'EPR normand coûtera au moins 10,5 milliards d'euros, trois fois le devis initial. Malgré ces hypothèses, M. Piquemal juge qu'« EDF a des atouts », notamment le plan stratégique « Cap 2030 » lancé par M. Lévy, qui doivent « lui *permettre* d'être mieux valorisé que ses grands concurrents européens ». Des concurrents qui, eux aussi, souffrent en Bourse. Si l'italien Enel s'en tire plutôt bien, les allemands E.ON et RWE ont perdu respectivement trois et cinq fois leur valeur au cours des cinq dernières années.

Lire aussi : EDF risque de sortir du CAC 40

image: http://s2.lemde.fr/image/2014/06/18/24x24/1100512584_4_0f51_14031008063885-bezat-jeanmichel-economie-2013112_0aad80e1f129f8f7a4d4d7e5fca92c62.jpg



Jean-Michel Bezat

Journaliste au Monde **Suivre** [Aller sur la page de ce journaliste](#)

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/economie-francaise/article/2015/12/07/edf-pilier-de-la-bourse-de-paris-quitte-l-indice-cac-40_4826630_1656968.html#Bmx7w38Ujz5WOxRy.99